

*Le budget—M. Bird*

Parce que nous sommes assez chanceux pour avoir la plus importante base militaire au Canada dans ma circonscription, soit la base de Gagetown, mes électeurs peuvent comprendre facilement la frustration et le découragement que doivent ressentir les habitants de Summerside, de Portage et des 14 autres localités où les bases seront réduites ou fermées. Même si ces coupures auront sans doute des effets, tant bénéfiques que néfastes, sur la base de Gagetown, nous ne savons pas exactement à quel point nous sommes chanceux de demeurer une priorité dans le plan militaire et dans le budget. Même si cela nous rassure un peu, je dis sincèrement, comme d'autres députés, que je comprends la situation de ces autres endroits qui se trouvent devant des changements radicaux de leur vie et je compatis. Nous devons nous efforcer de les aider de notre mieux.

Ces sujets dont j'ai parlé brièvement témoignent de la responsabilité financière, de la détermination et du courage politique du gouvernement. Le but premier du budget, dans un plan financier de cinq ans, est de démontrer aux Canadiens et au monde que ce gouvernement est financièrement responsable. Il vise à poursuivre ce qui a été commencé en 1984, à arrêter l'augmentation annuelle du déficit et de la dette puis, finalement, à commencer à la rembourser. Ce budget est une autre étape de la grande mission économique de notre gouvernement et de notre pays, une mission de responsabilité financière qui doit nous amener à un budget équilibré et au-delà.

**M. Milliken:** Monsieur le Président, le député, dans son discours, a parlé de VIA Rail et des effets des récentes coupures. Je ne suis pas d'accord avec les observations qu'il a faites. Je l'invite à faire certaines corrections dans la réponse qu'il va faire à mes observations sur son discours et à mes questions.

Monsieur le Président, il se souviendra qu'aux élections de 1984, le parti qu'il appuie avait fait certaines promesses. Il se rappellera aussi que le gouvernement libéral avait proposé des coupures dans le budget de VIA Rail. En réalité, ces coupures avaient même été faites et les conservateurs des premières banquettes réclamaient tous la remise en service des lignes abandonnées. D'ailleurs, une fois au pouvoir ils ont remis ces lignes en service, ce qui a coûté de l'argent à VIA Rail. Ce coût supplémentaire se retrouve dans les subventions de fonctionnement accordées par le gouvernement. En plus de ces remises en service, le gouvernement avait promis de

faire de VIA un réseau ferroviaire national dont nous serions fiers. Dans ce budget le gouvernement revient sur cette promesse.

Il réduit considérablement les subventions à VIA Rail pour les prochaines années. Naturellement, il y aura des réductions de service. Il est certain que VIA ne peut s'autofinancer. Le gouvernement lui dit d'essayer. Dans ce grand pays, où les villes sont très distantes, les frais de transport sont élevés, mais le gouvernement dit à VIA de se suffire à elle-même. Je demande au député s'il ne pense pas que c'est un non-sens que de demander à VIA d'être rentable? Ne pense-t-il pas qu'il est scandaleux que le gouvernement ait dit pendant la campagne électorale de 1984—le même groupe est encore présent—qu'il voulait faire de VIA un service national dont nous serions fiers, alors qu'il essaie maintenant de le réduire, de sabrer dans les services et finalement de l'abolir?

**M. Bird:** Monsieur le Président, en réponse au député, la position du gouvernement était claire en 1984 et en 1985 lorsqu'il a donné une nouvelle chance à VIA Rail de démontrer sa viabilité. Je crois que le slogan «Utilisez-le ou perdez-le» était clairement exprimé et communiqué aux citoyens de notre pays en ce qui concerne VIA Rail. Je suis d'avis qu'un service ferroviaire voyageurs est presque comme un droit constitutionnel. Il est difficile d'imaginer notre pays sans ce service, mais nous avons maintenant des priorités autrement plus pressantes. Il s'agit littéralement de la solvabilité financière de notre pays. Depuis cette époque de 1984, on a vu, comme je l'ai dit dans mes remarques, une augmentation presque incontestable de la dette due au processus de déficit qui s'est déclenché comme un cancer avec le gouvernement libéral au début des années 70 et 80.

L'augmentation des taux d'intérêt au cours des 12 derniers mois de près de 30 p. 100 obligerait également tout gouvernement responsable financièrement de faire face pour le bien supérieur du pays à la tâche difficile d'évaluer un service comme VIA Rail. Il devrait aussi conclure qu'après huit années au cours desquelles l'utilisation de ce moyen de transport a diminué de 20 p. 100, ce qui représente maintenant moins de 5 p. 100 ou même 3 p. 100 du marché des transports, une décision doit être prise. C'est simplement le genre d'arithmétique qu'aucune famille ni aucune entreprise commerciale au Canada ne pourrait tolérer, et le gouvernement a dû y faire face et prendre des mesures en conséquence. A mon avis,